

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 26/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MILLIPORE SAS

39 ROUTE INDUSTRIELLE DE LA HARDT
67120 MOLSHEIM

Code AIOT : 0006701424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement MILLIPORE SAS implanté 39 ROUTE INDUSTRIELLE DE LA HARDT - 67120 MOLSHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MILLIPORE SAS
- 39 ROUTE INDUSTRIELLE DE LA HARDT - 67120 MOLSHEIM
- Code AIOT : 0006701424
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Millipore SAS est existante sur le ban communal de Molsheim depuis 1997. Suite à une extension de l'installation et à l'augmentation de stockage de solide inflammable, elle est autorisée par arrêté préfectoral du 29 août 2022.

L'installation est une entreprise de fabrication de produits à destination des groupes pharmaceutiques (tels que des poches de solutions prêtes à l'emploi).

Le thème de la visite porte principalement sur le risque incendie. Étant donné que des travaux sont toujours en cours, l'inspection a visité les locaux de stockage du bâtiment A de ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Détection et extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, Article 6.4.1	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, Article 6.4.1	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie -	Arrêté Préfectoral du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	dimensionnement moyens en eau	29/08/2022, Article 6.4.1		
7	Rétention des eaux d'extinction polluées suites à un incendie	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, Article 6.1.5	/	Sans objet
8	Incompatibilité chimique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25, II alinéa 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats appellent à des observations et des éléments justificatifs sont attendus par l'inspection.

L'inspection s'interroge également sur le maintien du volume de rétention des eaux potentiellement polluées suite à un incendie, maintenu en toutes circonstances, au vu des risques inondations et de remontées de nappe encourus.

Des éléments de réponses sont attendus dans un délai de 3 mois.

À ce stade, aucune suite administrative n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 4 : Détection et extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, et complétés et précisés comme ci-après : (...) <ul style="list-style-type: none"> - un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklers) équipant les bâtiments LOG A ; MOBIUS et C adapté aux produits présents ; - un système de détection automatique d'incendie équipant les bâtiments LOG A, LOG MOBIUS et LOG C.
Constats : L'installation dispose d'un système de détection incendie et d'un système d'extinction automatique d'incendie. Pour ce dernier, il s'agit d'un système de sprinklage à l'aide de deux motopompes diesel redondantes. La maintenance du système de sprinklage s'effectue par : <ul style="list-style-type: none"> • des tests hebdomadaires en interne ; • des tests mensuels (le dernier test a eu lieu le 16/10/2023, le prochain est prévu le 16/11/2023) ; • des vérifications réalisées par un prestataire externe. Le dernier rapport de vérification date du 28/02/2023. Au niveau de la conclusion de ce rapport, les cases « oui » et « non » sont toutes les deux cochées. De plus, il est évoqué le nettoyage d'un clapet à effectuer. De ce fait, la conclusion de ce rapport n'indique pas clairement si le système est fonctionnel. L'exploitant a indiqué que le clapet a bien été nettoyé. Le prochain rapport de vérification du système de sprinklage est demandé par l'inspection. L'inspection a constaté la présence du dispositif d'extinction (et a visualisé une tête de sprinklers)

dans le local des produits inflammables.

La maintenance du système de détection incendie est effectuée par un test annuel réalisé par un prestataire externe.

Le dernier rapport de vérification date du 08/09/2023. La conclusion de ce rapport mentionne le terme « système en veille ». D'après l'exploitant, cette formulation signifie que le système de détection et d'alarme est fonctionnel.

Il est porté à l'attention de l'exploitant que le langage technique utilisé dans la conclusion de ce rapport peut porter à confusion et qu'il convient de le clarifier.

Les tests effectués ainsi que les rapports de maintenance des prestataires externes sont répertoriés dans le logiciel de suivi interne, présenté à l'Inspection le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, et complétés et précisés comme ci-après :

(...)

- un réseau de poteaux incendie interne;

(...)

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans les bâtiments et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés pour le LOG A et LOG MOBIUS.

Constats :

L'installation dispose de robinets incendies armés (RIA) et d'extincteurs répartis sur tout le site. Ces équipements sont vérifiés annuellement par un prestataire externe. Les derniers rapports datent du 15/03/2023 pour le contrôle des extincteurs et du 18/04/2023 pour le contrôle des RIA.

Sur site, le RIA A305 (vu dans le rapport du 18/04/2023) et l'extincteur R1 (vu dans le rapport du 15/03/2023) ont été vérifiés par l'inspection. Les étiquetages n'appellent pas d'observation.

Ces rapports concluent à des demandes de remplacement de certains équipements.

Des justificatifs de remplacement ont été présentés en ce sens à l'inspection, il s'agit d'un :

- devis pour le remplacement de RIA avec un bon de commande en date du 08/06/2023 ;
- devis de remplacement d'extincteur de plus de 10 ans (en date du 06/06/2023) avec un bon de commande en date du 03/09/2023.

L'installation dispose également de 10 poteaux incendie (PI), alimentés par le réseau d'eau publique. Ces derniers sont vérifiés annuellement par un prestataire externe.

Le dernier rapport de vérification date du 13/11/2023 et fait état que tous les PI sont fonctionnels avec un débit supérieur à 60m³/h pour une pression de 1bar (en effet les débits sont compris entre 74 et 131 m³/h).

Observations :

Sur site, au niveau du bâtiment A, des RIA et des extincteurs situés au niveau des rayons de stockages ne sont pas visibles. Il convient de les rendre davantage visible à partir des allées de circulation entre les rayons de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, et complétés et précisés comme ci-après : - une réserve d'eau constituée au minimum de 970 m³ et avec réalimentation par le réseau public garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance qui alimente le réseau sprinklage ; (...)</p>
<p>Constats : Une cuve aérienne d'un volume de 920 m³ permet l'alimentation en eau du système de sprinklage et une partie des RIA. Ce volume a été relevé dans le rapport de maintenance de la cuve en date du 19/05/2021, et estimé d'après les dimensions de la cuve. En effet, la cuve n'est pas équipée d'une plaque signalétique indiquant son volume utile. Le volume estimé est donc inférieur au volume prescrit à l'article ci-dessus. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une erreur d'écriture.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que le volume de la cuve est suffisant pour garantir une autonomie de 2 heures du réseau de sprinklage et du fonctionnement des RIA alimentés par celle-ci.</p> <p>La cuve dispose d'un pressostat afin de contrôler le niveau d'eau. Un système d'alarme s'enclenche en cas de niveau bas et un système d'arrêt d'alimentation s'enclenche en fonction de la pression lorsque la cuve est pleine.</p> <p>Une maintenance de la cuve a été réalisée par un prestataire externe le 19/05/2021. Le rapport a été présenté et n'appelle pas d'observations.</p> <p>Cet équipement a été vu par l'inspection et est visuellement en bon état. Le jour de l'inspection, le pressostat indiquait une pression de 7 bar (ce qui correspond à une hauteur d'eau de 7 mètres au plein de la cuve). Cette hauteur est confirmée par le rapport d'intervention du 19/05/2021 et la facture y faisant suite (en date du 25/05/2021) ont été transmis par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention des eaux d'extinction polluées suites à un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : II- Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes : (...) La capacité de rétention des eaux d'extinction incendies potentiellement polluées est de : - 1 305 m³ au droit du bâtiment Mobius et LOG/A ; (...)</p> <p>L'exploitant établit des documents justifiant des moyens disponibles pour assurer le confinement des eaux à ces volumes.</p>
<p>Constats : L'installation dispose d'un système de rétention souterrain permettant le confinement de 1 305 m³ d'eau potentiellement polluées au droit du bâtiment A. L'exploitant indique qu'il s'agissait d'un surdimensionnement de son réseau d'eaux de collecte et d'eaux pluviales. Ce système dispose d'avaloirs en ce sens qui ont été vue par l'inspection sur site.</p>

Deux stations de relevage permettent de confiner le réseau et de vérifier la qualité de l'eau avant rejet vers le milieu naturel.

Observations :

Le système souterrain est en partie, situé en zone inondable par débordement des crues de la Bruche, selon le plan de prévention des risques inondations de la Bruche approuvé par arrêté préfectoral du 28/11/2019 et en zone sensible aux remontées de nappe.

L'inspection s'interroge sur le maintien disponible en permanence du volume de rétention, au vu des risques inondations et de remontées de nappe encourus.

Il convient à l'exploitant de fournir des éléments permettant de répondre à cette interrogation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Incompatibilité chimique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25, II alinéa 7

Thème(s) : Risques accidentels, Risque chimique

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Dans une zone de stockage de produits chimiques, les produits acides et basiques sont clairement identifiés par les étiquettes de produits, par la mention de danger affichée ainsi que par un code couleur.

Bien que les produits acides et basiques soient placés sur des rétentions séparées, celles-ci sont accolées dans la zone de stockage. En cas de superposition des bidons, cette configuration présenterait un risque d'incompatibilité, au vu de la proximité de stockage des deux produits, en cas de basculement et de fuite d'un bidon.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait de séparer ces types de produits afin d'éviter des réactions entre ces deux types de produits.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet